



CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-017 DU 8 OCTOBRE 2020 RELATIVE AU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES RÉSEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE (TURPE 6 HTA-BT)

CONTRIBUTION DE L'UNELEG

Les Entreprises Locales de Distribution d'électricité (ELD) adhérentes de l'UNELEG remercient la Commission de régulation de l'énergie d'avoir organisé cette nouvelle consultation publique sur le TURPE 6 HTA-BT. L'Union Nationale des Entreprises Locales d'Electricité et de Gaz (UNELEG) est un syndicat professionnel qui compte 75 entreprises adhérentes, correspondant à plus de 1,3 millions de points de livraison, soit 17 TWh de volume d'électricité acheminée.

L'UNELEG souhaite, à travers cette contribution, s'inscrire dans la continuité des contributions précédentes.

Bien qu'il soit calé sur le modèle de financement d'ENEDIS, l'UNELEG rappelle que le TURPE constitue la rémunération essentielle des entreprises locales de distribution pour leur activité de gestionnaire de réseaux. Chaque évolution du TURPE implique des conséquences majeures pour chacune d'entre elles.

REGULATION INCITATIVE

- **Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par Enedis et la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?**

L'UNELEG souscrit globalement aux grands principes envisagés par la CRE. Néanmoins, dans la continuité de nos précédentes contributions, nous souhaitons suggérer trois principes supplémentaires que nous estimons importants :

- Un principe de « prévisibilité » nous semble légitime pour donner une vision de long terme aux utilisateurs du réseau. Ce principe conduirait à indiquer les grandes tendances et leurs conséquences probables sur la structure et le niveau du TURPE à moyen/long terme.
- De même, nous insistons particulièrement sur l'importance de la prise en compte des coûts de long terme et du bon niveau de risques dans la rémunération. Nous rappelons qu'en 2016, l'UNELEG avait mené une étude académique sur la rémunération du risque du GRD (en sa qualité d'exploitant d'infrastructure) par le TURPE. Nous avons notamment mis en exergue la relative faiblesse du BETA retenu dans la distribution de l'électricité, d'un point de vue quantitatif et aussi en comparaison avec d'autres pays européens. Et ce dans un contexte de transition énergétique et numérique qui fait augmenter les risques, matérialisés par des coûts échoués notamment, pour les opérateurs que nous sommes. Ce contexte s'est largement concrétisé ces 4 dernières années avec le digital et l'accélération du développement des ENR décidée dans la PPE. L'UNELEG tient à réitérer et reprendre cette argumentation d'une prime de risque adaptée, renforcée dans le nouveau contexte, et réitère ainsi sa position précédente.
- Etant donné les conséquences qu'une évolution du TURPE pourrait avoir sur les SI des GRD, il est souhaitable d'instaurer un principe de simplicité. Il se traduirait par le fait de tenir compte, par principe, dans les évolutions, de celles qui ont de faibles impacts SI et les privilégier.

- **Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?**

L'UNELEG est favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE.

- **Question 3 : Pour la distribution d'électricité, êtes-vous favorable à la rémunération au coût de la dette des immobilisations en cours pour les seuls investissements à cycle long ?**

L'UNELEG est favorable à l'introduction d'une rémunération des immobilisations en cours, mais partage la position d'Enedis que cette rémunération ne devrait être limitée aux seuls investissements à cycle long car l'ensemble des investissements concourent au besoin de financement d'un GRD. Nous soutenons la proposition d'Enedis d'une rémunération de l'ensemble des immobilisations au CMPC.

- **Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?**

L'UNELEG considère que les coûts échoués sont par nature difficilement prévisibles pour le GRD. Il semble que la majeure partie des coûts échoués résultent d'incertitudes induites par le contexte évolutif de la transition énergétique et d'événements imprévisibles (aléas climatiques, déplacement d'ouvrages demandé par la collectivité, etc.) qui nécessiteraient une prise en compte dans le CRCP.

Dans la lignée de ses contributions passées, l'UNELEG considère que doivent faire partie des coûts échoués les coûts résultant des S3REnR notamment par l'absence de quote-part pour les productions diffuses. D'autres coûts échoués pourraient venir s'ajouter : coûts d'études sans suite, dimensionnement durable d'un ouvrage qui s'apparente à un surinvestissement ponctuel par anticipation, etc.

- **Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?**

L'UNELEG considère que le traitement des plus-values et moins-values des actifs cédés doit être symétrique. Si la règle du 80/20 est retenue, elle doit être également appliquée aux moins-values.

- **Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 distribution (maintien du fonctionnement actuel) ?**

La CRE maintient le fonctionnement du CRCP en prévoyant que le solde du CRCP de l'ensemble des tarifs soit apuré sur une période d'un an en maintenant la limitation de l'évolution du tarif, dû à la prise en compte du CRCP, de 2% par an. Elle considère en outre que le solde du CRCP en fin de période tarifaire devrait être pris en compte lors de l'établissement du revenu autorisé de la période suivante.

L'UNELEG est favorable au maintien de ces principes de fonctionnement du CRCP. Nous nous interrogeons toutefois sur la possibilité de considérer les limitations de la plage de variation du CRCP (+ ou - 2%) indépendamment des variations du TURPE HTB. Par exemple, une hausse de 2% du TURPE HTB capte 0,5% du CRCP GRD. Ainsi l'évolution du TURPE HTA/BT serait la somme des variations du CRCP (limité à + ou - 2%), de l'inflation (sans limitation) et de l'impact du TURPE HTB (sans limitation).

- **Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 distribution ?**

Dans son document de consultation, la CRE indique qu'il « *est indispensable de repartir, pour la prochaine période tarifaire, du niveau de productivité atteint par les opérateurs pendant la période tarifaire précédente.* » Il existerait par conséquent un effet cliquet en ne retenant que les meilleures performances des opérateurs. Des efforts de productivité peuvent être non récurrents et une baisse de certaines charges nettes d'exploitation peut également être non récurrente. Il serait pertinent de procéder à une moyennisation des efforts de productivité et du niveau des charges nettes d'exploitation sur une durée de deux ou trois ans, ou bien de neutraliser les événements exceptionnels afin de ne pas imposer implicitement des efforts de productivité complémentaires aux opérateurs, qui par ailleurs doivent être atteignables et ce, dans des conditions sociales acceptables.

S'agissant de la couverture des postes, l'UNELEG s'oppose à l'exclusion des contributions du FPE et du FACE du CRCP en raison de leur caractère non maîtrisable par l'opérateur. En outre, nous considérons que si la régulation incitative doit conduire l'opérateur régulé à maîtriser ses coûts, cette incitation doit être cantonnée aux choix de gestion de l'entreprise. Dès lors, la régulation incitative ne doit pas avoir pour principal objet de donner à un opérateur régulé le rôle d'influencer les règles de régulation du secteur. En ce sens, l'UNELEG ne peut qu'être opposée à tout usage de la régulation incitative comme utilisation d'un opérateur régulé pour influencer le cadre juridique applicable ou à venir. A titre d'exemple, la justification apportée par la CRE d'un refus d'intégrer les contributions du FACE au sein du CRCP n'est pas opportune en ce qu'il est écrit dans le document de consultation que « *la CRE considère qu'Enedis doit être incité à s'assurer qu'une évolution de la réglementation n'entraîne pas de surcoûts pesant de façon non justifiée sur les consommateurs finals.* » S'agissant des contributions au FPE, l'UNELEG rappelle que chaque gestionnaire de réseau de distribution (les ELD et Enedis) participe au financement de la péréquation nationale. Conformément à ce qui était dit précédemment, l'UNELEG considère qu'il n'est pas opportun de sortir ce poste du périmètre du CRCP.

- **Question 8 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des pertes ?**

L'UNELEG n'est pas favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des pertes. Les profils des pertes sont fortement soumis à des aléas climatiques imprévisibles et générateurs de coûts variables. Etant donné le caractère non maîtrisable des pertes pour les gestionnaires de réseaux, l'application de la régulation incitative aux pertes ne nous semble pas appropriée.

- **Question 9 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des coûts unitaires d'investissements d'Enedis ?**

L'UNELEG comprend l'intérêt des évolutions envisagées de la régulation incitative des coûts unitaires d'investissements au périmètre d'Enedis. Nous soulignons cependant que cette régulation incitative n'est pas pertinente en zone ELD. Le nombre de chantiers et les volumes financiers sont souvent trop faibles pour qu'un suivi des coûts unitaires soit pertinent.

- **Question 10 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?**

L'UNELEG est favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur un périmètre d'investissements « hors réseaux » mais à certaines conditions :

- Sur ce type de dépense (immobilier, véhicules, systèmes d'information), l'opérateur peut réaliser un arbitrage entre l'acquisition d'un actif (charges de capital) ou l'achat d'un service équivalent (charges d'exploitation). Il serait pertinent de définir une enveloppe globale entre les charges d'exploitation et ces charges de capital « hors réseaux » afin de ne pas contraindre dans le temps un opérateur qui aurait envisagé par exemple de louer un immeuble et qui finalement souhaiterait l'acheter.
- Etant donné leur importance pour le bon fonctionnement du système électrique et des différents mécanismes de marché et leur constante évolution difficilement prévisible au gré de l'évolution des réglementations et des nouveaux usages, il est nécessaire que la majorité des investissements portant sur les SI intègrent le périmètre du CRCP.

- **Question 11 : Êtes-vous favorable à l'introduction de cet indicateur incité sur le délai moyen de réalisation des raccordements par Enedis ?**

Actuellement, l'indicateur de respect de la date de mise à disposition des raccordements par Enedis se base sur une « date convenue ». La CRE suggère qu'une incitation assise sur un délai en nombre de jours pourrait être plus efficace et être davantage en adéquation avec les besoins des clients.

Les adhérents de l'UNELEG ne constatent pas aujourd'hui de vraies difficultés avec les demandeurs sur ce sujet et attirent l'attention de la CRE sur le fait qu'un délai en valeur absolu n'a pas réellement de sens : le GRD est tenu par une multitude de contraintes et de réglementations (Code de l'énergie, Code de l'environnement, Code de l'urbanisme, Code de la voirie routière, etc.) spécifiques pour chaque projet et pour lesquelles le GRD ne maîtrise pas les délais. A titre d'exemple, les traversées de voies SNCF peuvent nécessiter jusqu'à trois ans pour être réalisées.

En outre, les projets raccordés sont eux-mêmes fréquemment sujets à des modifications et des reports de délais importants. Les projets importants font l'objet de demandes de raccordement effectuées très en amont de la date de raccordement. Un indicateur basé sur la durée de mise à disposition pourrait même avoir un effet négatif qui serait que les GRD auraient intérêt à moins inciter les MOA à formaliser tôt leur commande de raccordement, alors que c'est le point de départ de plusieurs démarches et études.

L'UNELEG souhaite que soit maintenu un indicateur basé sur le respect de la date convenue qui résulte d'un dialogue constructif et transparent avec le demandeur du raccordement. Un indicateur en nombre de jours ne reflètera pas la performance du GRD.

Si une telle demande n'est pas retenue, l'UNELEG considère, eu égard aux contraintes exogènes des GRD, qu'il est préférable que le calcul de la moyenne ne prenne pas en compte les valeurs les plus aberrantes (les plus positives et les plus négatives qui pourraient représenter environ 10% des valeurs). Une prise en compte de ces valeurs qui résulteraient de conditions exceptionnelles pourrait impacter fortement la moyenne au point de fausser le résultat.

- **Question 12 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction des deux indicateurs relatifs à la disponibilité de la ligne d'Enedis dédiée aux fournisseurs d'électricité ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 14 : Êtes-vous favorable à l'introduction des deux indicateurs envisagés relatifs à la modélisation des pertes ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point en ce qui concerne Enedis. Nous soulignons néanmoins que ces deux indicateurs ne pourront être mis en place pendant la période TURPE 6 par les autres GRD, qui doivent préalablement terminer de nombreux chantiers en cours et à venir (déploiement de Linky, évolutions de la reconstitution de flux, etc.).

- **Question 15 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du TURPE 6 distribution ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 16 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la cible actuelle de critère B, soit 62 minutes, dans la régulation incitative de la continuité d'alimentation pour la période du TURPE 6 distribution ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de calendrier pour l'intégration d'ici à TURPE 7 des données Linky dans le calcul du critère B ?**

L'UNELEG est favorable à cette proposition, à condition que celle-ci permette effectivement de fiabiliser le calcul du critère B.

Nous rappelons que les calendriers de déploiement de compteurs communicants des ELD divergent de celui d'Enedis. Il conviendrait alors de s'assurer, le cas échéant, que le planning proposé par la CRE soit compatible avec les trajectoires prévues par les GRD autres qu'Enedis.

- **Question 18 : Partagez-vous les objectifs envisagés par la CRE pour les 3 indicateurs de qualité d'alimentation hors critère B (critère M, critères F-BT et critère F-HTA) ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 19 : Êtes-vous favorable aux niveaux envisagés de couvertures du mécanisme des pénalités pour coupures longues, qui prennent en compte l'historique des charges effectivement encourues par Enedis, tout en maintenant un niveau équivalent d'incitation pour le distributeur ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 20 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 21 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet smartgrids afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?**

L'UNELEG est favorable à la proposition d'abaisser le seuil du guichet de 3M € à 1M €, ce qui permettra à davantage de GRD d'y participer.

- **Question 22 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?**

La publication tardive de données ou la publication de données incomplètes ou erronées peuvent avoir des origines variées qui peuvent être endogènes ou exogènes à l'opérateur régulé. L'UNELEG considère qu'il convient, pour chaque défaillance constatée, d'étudier les causes de cette défaillance et de pénaliser l'opérateur régulé seulement si elles sont de son fait.

Il conviendrait par ailleurs de prendre en compte les périodes nécessaires pour adapter les SI avant de pouvoir atteindre les cibles proposées par la CRE, et ce notamment pour les GRD-ELD, qui ne suivent pas le même calendrier de déploiement qu'Enedis.

- **Question 23 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?**

Si la proposition est appliquée en l'état, la CRE se retrouverait dans une situation où :

- Elle définit de nouvelles obligations par rapport aux obligations législatives et réglementaires ;
- Elle décide des objectifs que doit atteindre l'opérateur régulé au titre de la régulation incitative ;
- Elle constate les résultats par rapport aux objectifs fixés et sanctionne l'opérateur régulé à travers la régulation incitative.

Le cumul de ce triple rôle peut interroger. Eu égard à cette interrogation, si une telle proposition est mise en place, l'UNELEG considère que l'incitation financière ne doit être que positive pour l'opérateur régulé.

Nous accueillerions favorablement l'organisation d'échanges particuliers sur certains sujets, tels que le comptage évolué, les flexibilités, la mobilité électrique ou le stockage.

NIVEAU TARIFAIRE

- **Question 24 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées au système électrique d'Enedis ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées au système électrique) d'Enedis ?**

L'UNELEG considère que les évolutions demandées par Enedis reflètent la complexification des missions des gestionnaires de réseau, qui doivent mettre en œuvre des ressources humaines et informatiques supplémentaires dans un contexte de transition énergétique et d'exigences croissantes de la part des acteurs de marché. Nous trouvons donc que ces évolutions sont justifiées.

- **Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du TURPE 6 distribution et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?**

L'UNELEG se joint aux autres représentants des GRD pour souligner que le « β » de l'actif proposé par la CRE est trop bas, et en décalage avec la médiane des valeurs retenues dans d'autres pays européens. De plus, la réévaluation du β pour le secteur du gaz justifierait une réévaluation pour les réseaux de distribution de l'électricité.

- **Question 27 : Avez-vous des remarques sur la trajectoire d'investissement proposée par Enedis ?**

L'UNELEG rappelle que les investissements sont particuliers à chaque GRD, en fonction notamment des caractéristiques des réseaux, des trajectoires de déploiement de Linky, des calendriers de développement SI et de renouvellement du réseau, etc.

Nous partageons en outre la vision d'Enedis sur la croissance des besoins en matière dépenses d'investissements dans les réseaux, en particulier de renouvellement et hors projet Linky.

- **Question 28 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » d'Enedis ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 29 : Etes-vous favorable aux ajustements envisagés par la CRE concernant l'intégration des colonnes montantes « loi ELAN » à la BAR d'Enedis ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 30 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant l'évolution du nombre de clients, des puissances souscrites et des volumes acheminés par Enedis pour la période du TURPE 6 distribution ?**

L'UNELEG remarque qu'un certain nombre d'ELD prévoit une croissance moindre que dans les trajectoires envisagées par Enedis. La crise sanitaire pourrait en outre avoir des conséquences différentes entre zones de desserte, en fonction des particularités de chaque réseau.

- **Question 31 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 distribution ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 32 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du paramètre Rf envisagées par la CRE ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

STRUCTURE TARIFAIRE

- **Question 33 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?**

L'UNELEG est favorable au maintien de la forme générale des grilles tarifaires.

S'agissant des options à 4 plages temporelles, nous partageons la cible : une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles qui permettrait de mieux refléter les coûts et de faire émerger des offres innovantes. S'agissant des modalités pour atteindre cette cible, nous formulons plusieurs remarques qui avaient été communiquées lors d'une consultation précédente :

- Les options non saisonnalisées et le tarif à 4 index doivent être construits sur la même base de coûts, sans recherche d'incitation de bascule de l'un vers l'autre, afin de limiter tout effet discriminatoire en fonction de la situation de chaque client et des avancées en termes de déploiement des compteurs évolués sur les différentes zones. En particulier, les ELD veulent éviter que le TRV soit moins contestable pour les fournisseurs proposant des offres de marché sur leur zone du fait de l'absence d'une possibilité d'optimisation par l'option TURPE 4 postes, dans le cas où cette option serait d'un niveau substantiellement différent par rapport aux options non saisonnalisées.
- Nous soulignons que, conformément aux dispositions du Code de l'énergie, le déploiement des compteurs Linky s'effectue selon des calendriers différents en fonction des territoires et qu'il convient d'en tenir compte.
- Il n'est sans doute pas souhaitable que le client ait le choix entre différents types de tarifs, puisque le choix se ferait au détriment de la collectivité.

De ces constats, l'UNELEG considère qu'une solution alternative aux principes proposés par la CRE serait préférable. Cette solution consisterait à généraliser, dès le début de TURPE 6 (pour les clients avec l'historique de consommation nécessaire, et selon un planning compatible avec les contraintes SI des acteurs), les options à 4 plages temporelles pour les clients disposant d'un compteur Linky. Dès lors, tous les clients équipés d'un compteur communicant n'ayant plus d'option basculeraient progressivement vers un TURPE 4 postes. Pour les clients ne disposant pas de compteurs communicants, les options non saisonnalisées seraient maintenues. En raison de l'absence d'optionnalité, et pour assurer une non-discrimination entre clients et territoires, ces options non saisonnalisées devraient être construites de façon à ce que leur niveau moyen soit égal au niveau moyen du TURPE 4 postes, à savoir des tarifs base et HP/HC au même niveau moyen que le tarif 4 postes.

L'UNELEG considère qu'il s'agit de la seule proposition permettant de respecter à la fois les objectifs défendus par la CRE (généralisation des options à 4 plages temporelles pour éviter les arbitrages et favoriser la maîtrise de la pointe) et de ne pas générer de situations discriminatoires entre clients et fournisseurs en fonction des zones GRD d'implantation.

L'UNELEG rappelle enfin que le déploiement de compteurs évolués d'un côté et de concentrateurs permettant d'intégrer les compteurs dans la chaîne de communication de l'autre, peut être décalé dans le temps en fonction des caractéristiques du réseau du GRD. Ainsi, nous considérons que la bascule obligatoire des clients éligibles au tarif à 4 plages temporelles concernerait, plus précisément, les clients équipés de compteurs évolués effectivement intégrés dans la chaîne de communication et non simplement ceux qui disposent d'un compteur Linky.

- **Question 34 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la baisse des composantes de comptage pour les domaines de tension BT \leq 36 kVA, mais aussi HTA et BT $>$ 36 kVA ?**

Les ELD considèrent que les baisses de coût dues aux évolutions des technologies de comptage sont annihilées par de nombreux autres chantiers en cours et surtout à venir : passage en IP des comptages haut de portefeuille, nouvelles prestations liées à la mise à disposition des données entraînant des

charges nouvelles, passage en courbe de charge pour le mécanisme RE, modification du règlement des écarts au pas 15 minutes, déploiement des compteurs communicants.

De plus, la baisse envisagée du niveau de la composante de comptage semble contradictoire avec le mécanisme de différé tarifaire prévu par la délibération de la CRE du 17 juillet 2014 portant décision sur le cadre de régulation incitative du système de comptage évolué d'ERDF dans le domaine de tension BT ≤ 36 kVA. Ce différé tarifaire devrait plutôt impacter à la hausse la composante de comptage à partir de 2023 lorsque l'apurement de compte régulé de lissage (CRL) débute. Nous soulignons en outre que l'économie de coûts de relève est supposée couvrir les charges d'exploitation et de capital supplémentaires nécessaires au déploiement des compteurs évolués, et non entraîner une baisse de la composante de comptage.

Nous nous étonnons donc d'une diminution dès à présent de cette composante, d'autant plus que cette baisse n'est pas intégralement due à un transfert de coûts vers une autre composante. Nous signalons que les baisses envisagées sont importantes et impactent significativement le chiffre d'affaires des GRD : de l'ordre de 0,5 €/MWh transité.

De plus, l'UNELEG attire l'attention de la CRE sur le fait que chaque GRD, conformément à la loi, dispose de son propre calendrier de déploiement Linky, décalé par rapport à celui d'Enedis. La CRE a également validé un déploiement pouvant aller pour certains GRD jusqu'à 2027 (consultation n° 2019-016 du 12 septembre 2019). Dans ce contexte, et afin de ne pas pénaliser certains GRD, nous préconisons d'appliquer cette évolution si elle était retenue, de façon progressive et avec une certaine prudence.

- **Question 35 : Etes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTA et BT ?**

L'UNELEG est favorable aux grilles proposées.

Nous regrettons néanmoins le maintien de l'option HTA à pointe mobile, vu la très faible souscription et la complexité associée à cette option. L'UNELEG encourage à sa suppression étant donné le faible intérêt des clients eu égard aux coûts supportés par les GRD pour la déployer mais également la maintenir.

- **Question 36 : Etes-vous favorable à l'alignement du coefficient pondérateur pour le calcul de la tarification des dépassements de puissance en HTA sur celui de la HTB ?**

L'UNELEG n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

- **Question 37 : Êtes-vous favorable à préciser, dans les règles tarifaires relatives à la distribution, que dans le cas où un regroupement conventionnel de points de connexion concerne des installations de production et des points de soutirage, les flux d'injection ne peuvent être déduits des flux de soutirage pour le calcul de la composante annuelle de soutirage ?**

L'UNELEG est favorable à cette proposition.

- **Question 38 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le niveau actuel des composantes de gestion des autoconsommateurs individuels et des participants à des opérations d'autoconsommation collective ?**

Sans avoir des éléments précis, nous sommes par principe favorables à un suivi régulier des coûts résultant des opérations d'autoconsommation (individuelles ou collectives) afin que les coûts imputables par les GRD à la gestion de ces utilisateurs soient effectivement couverts par la composante dédiée.

- **Question 39 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'une composante de soutirage, optionnelle, à destination des utilisateurs raccordés au réseau basse tension participant à une opération d'autoconsommation collective, telle qu'actuellement en vigueur ?**

L'UNELEG est favorable au maintien du principe d'une composante de soutirage optionnelle spécifique à l'autoconsommation collective et accueille favorablement l'intention de la CRE de faciliter la souscription de cette option. De façon générale, les ELD considèrent qu'il est important que les dispositifs relatifs à l'autoconsommation soient simples à comprendre et à mettre en œuvre afin que ces nouveaux usages puissent connaître un essor.

- **Question 40 : Êtes-vous favorable à la suppression du paramètre de 30 % de participation des flux « autoproduits » aux flux amonts ?**

L'UNELEG souhaite la garantie d'une certaine stabilité et de la proportionnalité des règles de gestion, afin de réduire les coûts d'adaptation de SI.

- **Question 41 : Êtes-vous favorable à l'exemption de la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs dans le cas où un participant à une opération d'autoconsommation collective ayant souscrit l'option tarifaire spécifique à l'autoconsommation collective quitte cette opération ?**

L'UNELEG est favorable à cette exemption.

- **Question 42 : Partagez-vous la proposition de la CRE de reconduire la règle selon laquelle une composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ne peut s'appliquer que dans le cas d'opérations dont l'ensemble des participants est raccordé en aval du même poste de transformation HTA/BT ?**

L'UNELEG partage l'analyse de l'impact de l'évolution du périmètre des opérations d'autoconsommation collective sur la composante de soutirage optionnelle ouverte aux participants à ces opérations. Dans ce contexte, l'UNELEG est favorable à la proposition de la CRE qui permet d'adapter le tarif à une réalité physique en fonction du périmètre de l'opération d'autoconsommation collective.